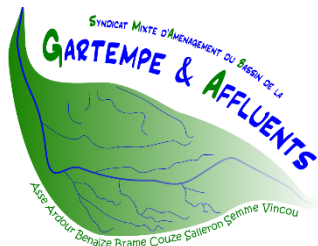


MAITRE D'OUVRAGE :



**Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin
de la Gartempe et de ses Affluents**

23, Avenue de Lorraine

87 290 CHATEAUPONSAC

**EFFACEMENT DU BARRAGE DU MOULIN DE LA
GALACHE A BERNEUIL**

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

**PIECE C – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

MAITRE D'OEUVRE :

Siège social :

7, rue des Ecoliers

23430 CHATELUS LE MARCHEIX

Tel : 05 55 64 36 02

Mail : conseil.impact@wanadoo.fr

SOMMAIRE

CHAPITRE I - GENERALITES.....	5
ARTICLE 1er – Champ d'application.....	5
ARTICLE 2 – Définitions et obligations générales des parties contractantes	5
2.1. Maître de l'ouvrage - Maître d'œuvre :	5
2.2. Entrepreneur :	5
2.3. Entrepreneurs groupés :	5
2.4. Sous-traitance :	5
2.5. Marchés à tranches optionnelles :	6
2.6. Convocations de l'entrepreneur. - Rendez-vous de chantier :	6
ARTICLE 3 - Pièces contractuelles	6
3.1. Pièces constitutives du marché - Ordre de priorité :	6
3.2. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché :	7
3.3. Pièces à délivrer à l'entrepreneur - Nantissement :	7
ARTICLE 4 - Retenue de garantie - Assurances	8
4.1. Retenue de garantie :	8
4.2. Assurances :	8
ARTICLE 5 - Décompte de délais. Formes des notifications	8
ARTICLE 6 - Propriété industrielle ou commerciale	8
ARTICLE 7 - Travaux intéressant la défense	8
ARTICLE 8 - Contrôle des prix de revient	8
ARTICLE 9 - Protection de la main-d'œuvre et conditions du travail	9
CHAPITRE II - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	9
ARTICLE 10 - Contenu et caractère des prix	9
10.1. Contenu des prix :	9
10.2. Forme des prix des prestations objets du marché :	9
10.3. Décomposition et sous-détails supplémentaires :	9
10.4. Variation dans les prix :	9
ARTICLE 11 - Rémunération de l'entrepreneur	10
11.1. Règlement des comptes :	10
11.2. Travaux à l'entreprise :	10
11.3. Travaux en régie :	10
11.4. Approvisionnements :	11
11.5. Avances :	11
11.6. Actualisation ou révision des prix :	11
11.7. Intérêts moratoires :	11
11.8. Rémunération en cas de tranches optionnelles :	11
11.9. Rémunération en cas d'entrepreneurs groupés ou de sous-traitants payés directement :	11
ARTICLE 12 - Constatations et constat contradictoires	12
ARTICLE 13 - Modalités de règlement des comptes	12
13.1. Décomptes mensuels :	12
13.2. Acomptes mensuels :	12
13.3. Décompte final :	12
13.4. Décompte général. - Solde :	12
13.5. Règlement en cas d'entrepreneurs groupés ou de sous-traitants payés directement.....	12
13.6. Réclamation ou action directe d'un sous-traitant :	12
ARTICLE 14 - Règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus	13
ARTICLE 15 - Augmentation dans la masse des travaux	13

ARTICLE 16 - Diminution dans la masse des travaux	13
ARTICLE 17 - Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage	13
ARTICLE 18 - Pertes et avaries	13
CHAPITRE III : DELAIS	13
ARTICLE 19 - Fixation et prolongation des délais	13
19.1. Délais d'exécution :	13
19.2. Prolongation des délais d'exécution :	13
19.3. Prolongation ou report des délais en matière de tranches optionnelles :	14
ARTICLE 20 - Pénalités, primes et retenues	14
20.1. Pénalités pour retard dans la période de préparation	14
20.2. Pénalités pour retard dans l'exécution	14
20.3. Pénalités pour retard dans la remise des documents d'exécution	14
20.4. Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution	14
20.5. Pénalités pour retard dans la remise des attestations d'assurance	14
20.6. Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	14
20.7. Pénalités pour retard dans la levée des réserves	14
20.8. Primes d'avance	15
20.9. Pénalités relatives au non-respect des performances garanties	15
20.10. Pénalités pour absence aux réunions de chantier	15
CHAPITRE IV : REALISATION DES OUVRAGES	15
ARTICLE 21 - Provenance des matériaux et produits	15
ARTICLE 22 - Lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux	16
ARTICLE 23 - Qualité des matériaux et produits - Application des normes	16
23.1. Le C.C.T.P. définit	16
23.2. Le C.C.T.P. précise	16
ARTICLE 24 - Vérification qualitative des matériaux et produits - Essais et épreuves	16
ARTICLE 25 - Vérification quantitative des matériaux et produits	16
ARTICLE 26 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage dans le cadre du marché.	16
ARTICLE 27 - Plan d'implantation des ouvrages et piquetages	17
27.1. Plan général d'implantation des ouvrages :	17
27.2. Piquetage général :	17
27.3. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés :	17
27.4. Procès-verbaux de piquetage. Conservation des piquets :	17
27.5. Piquetages complémentaires :	17
ARTICLE 28 - Préparation des travaux	18
28.1. Période de préparation :	18
28.2. Le Programme d'exécution comprend :	18
28.3. Plan de sécurité et d'hygiène :	18
ARTICLE 29 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail	18
ARTICLE 30 - Modifications apportées aux dispositions contractuelles	18
ARTICLE 31 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	19
31.1. Installation des chantiers de l'entreprise :	19
31.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent :	19
31.3. Autorisations administratives :	19
31.4. Sécurité et hygiène des chantiers :	19
31.5. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique :	19
31.6. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux :	19
31.7. Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés :	20

31.8. Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité des câbles ou ouvrages souterrains de télécommunications :.....	20
31.9. Démolition de constructions :	20
31.10. Emploi des explosifs :	20
ARTICLE 32 - Engins explosifs de guerre.....	20
ARTICLE 33 - Matériaux, objets et vestiges trouvés sur les chantiers	20
ARTICLE 34 - Dégradations causées aux voies publiques.....	20
ARTICLE 35 - Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	20
ARTICLE 36 - Mesures d'éviction à l'encontre du personnel	21
ARTICLE 37 - Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi	21
37.1. Principes généraux :	21
37.2. Contrôle et suivi des déchets de chantier :	21
ARTICLE 38 - Essais et contrôle des ouvrages	21
ARTICLE 39 - Vices de construction	22
ARTICLE 40 - Documents fournis après exécution.....	22
CHAPITRE V : RECEPTION ET GARANTIES.....	22
ARTICLE 41 - Réception	22
ARTICLE 42 - Réception partielle et définitive	22
ARTICLE 43 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	22
ARTICLE 44 - Garanties.....	22
44.1. Garanties générales :	22
44.2. Garantie particulière.....	23
ARTICLE 45 - Responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du code civil	24
CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHE - INTERRUPTION DES TRAVAUX	24
ARTICLE 46 - Résiliation du marché.....	24
ARTICLE 47 - Décès, incapacité, redressement judiciaire et liquidation judiciaire.....	24
ARTICLE 48 - Ajournement et interruption des travaux	25
CHAPITRE VII : MESURES COERCITIVES - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES 25	
ARTICLE 49 - Mesures coercitives	25
ARTICLE 50 - Règlement des différends et des litiges	25
ARTICLE 51 - Dérogation au CCAG	25

CHAPITRE I - GENERALITES

ARTICLE 1er – Champ d'application

Le présent CCAP porte sur l'opération de travaux ayant pour objet l'effacement du barrage du Moulin de la Galache et la remise en état de la retenue.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Le marché est de type procédure adaptée ouverte définie par le Code de la Commande Publique (2ème partie – Livre II)

ARTICLE 2 – Définitions et obligations générales des parties contractantes

2.1. Maître de l'ouvrage - Maître d'œuvre :

Maître d'ouvrage : Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Gartempe et de ses Affluents
23, Avenue de Lorraine
87 290 CHATEAUPONSAC

Maître d'œuvre : IMPACT CONSEIL
7 rue des Ecoliers
23430 Chatelus le Marcheix

Comptable assignataire des paiements : Trésorerie de Chateauponsac

2.2. Entrepreneur :

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les modifications se rapportant au marché seront valablement faites à Chateauponsac.

2.3. Entrepreneurs groupés :

Si le candidat est un groupement d'entreprises, il sera solidaire conformément à l'article 2.4 du règlement de la consultation.

2.4. Sous-traitance :

2.4.1. Acceptation d'un sous-traitant en cours de marché

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par le titulaire du marché ; si le titulaire est un groupement, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'avenant ou acte spécial indique :

- La nature et le montant prévisionnel des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;

⇒ Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant

⇒ La déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics

- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes
 - la date ou le mois d'établissement des prix
 - les modalités de révision de prix
 - les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses
- La personne habilitée à donner les renseignements;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

2.4.2. Modalités de paiement direct

Les modalités sont définies en 11.9 du présent C.C.A.P.

2.4.3. Responsabilité d'un titulaire

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché. En conséquence, la retenue de garantie, le cautionnement ou l'éventuelle caution personnelle et solidaire définis au 4 du présent C.C.A.P. sont appliqués uniquement au titulaire pour l'ensemble du marché y compris la part sous-traitée.

2.5. Marchés à tranches optionnelles :

Le présent marché ne comporte aucune tranche optionnelle.

2.6. Convocations de l'entrepreneur. - Rendez-vous de chantier :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 3 - Pièces contractuelles

3.1. Pièces constitutives du marché - Ordre de priorité :

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité :

A. - PIECES PARTICULIERES -

- Acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi.
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires.
- Le détail quantitatif estimatif.
- Le cahier des plans.
- Le mémoire technique de l'entrepreneur.

Le mémoire technique pourra comprendre toutes justifications et observations de l'entrepreneur, en particulier, il pourra y être joint :

- La liste des sous-traitants que l'entrepreneur envisage de proposer à l'accord du maître d'ouvrage après conclusion du marché ;
- Les indications concernant la provenance des principales fournitures et éventuellement les références des fournisseurs correspondants ;
- Un programme d'exécution des ouvrages indiquant la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier ;
- Des indications concernant les procédés d'exécution envisagés et les moyens qui seront utilisés.

B. - PIECES GENERALES -

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois de remise des offres.

- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux publics,
- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux de bâtiment,
- Fascicules du C.P.C. applicables aux marchés de travaux publics relevant des Services du Ministère de l'Équipement ou des Services du Ministère de l'Agriculture,
- Cahier des Charges et Documents Techniques Unifiés (D.T.U.),
- Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux.

3.2. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché :

Après sa conclusion, le marché est éventuellement modifié par :

- Les avenants,
- Les états supplémentaires de prix forfaitaires ou unitaires et les bordereaux supplémentaires de prix établis dans les conditions prévues à l'article 14 du C.C.A.G., les actes spéciaux établis dans les conditions prévues au 43 de l'article 2 du C.C.A.G.

3.3. Pièces à délivrer à l'entrepreneur - Nantissement :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 4 - Retenue de garantie - Assurances

4.1. Retenue de garantie :

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur les acomptes et versée à l'expiration du délai de garantie. La retenue de garantie sera limitée à 5 % du montant du marché TTC.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

4.2. Assurances :

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant commencement de l'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux (garantie décennale).

Et pour des travaux de construction d'infrastructures :

- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.

ARTICLE 5 - Décompte de délais. Formes des notifications

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 6 - Propriété industrielle ou commerciale

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 7 - Travaux intéressant la défense

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 8 - Contrôle des prix de revient

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 9 - Protection de la main-d'œuvre et conditions du travail

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

CHAPITRE II - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 10 - Contenu et caractère des prix

10.1. Contenu des prix :

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, conformément au 10.11 du C.C.A.G.

Aucune prestation n'est à fournir par le Maître d'Ouvrage.

Le titulaire ou le mandataire en cas de groupement, prévoit dans les prix afférents à son lot les dépenses et marges touchant la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires au chantier, l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant le chantier, le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage du chantier ainsi que la signalisation extérieure, l'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du Maître d'œuvre, les mesures propres à palier en cas de groupement d'éventuelles défaillances des autres entrepreneurs et les conséquences de ces défaillances.

10.2. Forme des prix des prestations objets du marché :

Les travaux sont réglés par application des prix forfaitaires et unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix constitué par le pouvoir adjudicateur.

10.3. Décomposition et sous-détails supplémentaires :

Une décomposition de certains prix pourra être demandée en cours d'exécution du marché dans les conditions prévues par l'article 10.34 du CCAG Travaux.

10.4. Variation dans les prix :

Les répercussions sur les prix des marchés des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations définies ci-après.

Les prix du marché sont fermes et actualisables dans les conditions ci-dessous :

10.4.1. Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé mois zéro (mo). Il s'agit du mois de mars 2021.

10.4.2. Modalités d'actualisation des prix:

L'actualisation est effectuée par l'application d'un coefficient Cn donné par la formule de variation suivante :

$$Cn = (I_n / I_o)$$

- Où I_o et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence TP01 : Terrassements généraux respectivement au mois zéro et au mois correspondant au mois de démarrage des travaux moins 3 mois.
- Ce coefficient de variation s'appliquera au prix du marché.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants :
Bulletin officiel de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes (BOCCRF) (indice TP01)

10.4.3. Modalités de révision des prix:

Les prix ne sont pas révisables.

10.4.4. Modalités d'actualisation des primes, pénalités et indemnités

Les primes, pénalités et indemnités sont actualisées avec la formule indiquée ci-avant.

10.4.5. Actualisation provisoire

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

10.4.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Le montant des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

ARTICLE 11 - Rémunération de l'entrepreneur

11.1. Règlement des comptes :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

11.2. Travaux à l'entreprise :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

11.3. Travaux en régie :

Il n'y aura aucun travail en régie.

11.4. Approvisionnements :

Aucun paiement d'approvisionnement n'est prévu.

11.5. Avances :

Une avance peut être demandée.

11.6. Actualisation ou révision des prix :

Pour la mise en œuvre de cette variation et par dérogation à l'article 11.6 du CCAG Travaux, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

11.7. Intérêts moratoires :

Le défaut de paiement déclenchera les modalités définies au code de la commande publique articles R 2192-12 et suivants.

11.8. Rémunération en cas de tranches optionnelles :

Les modalités seront les mêmes que celles précédemment évoquées.

11.9. Rémunération en cas d'entrepreneurs groupés ou de sous-traitants payés directement :

11.9.1. Modalités de paiement direct par virements

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché. La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir du décompte afférent au lot assigné à ce cotraitant.

11.9.2. Désignation des sous-traitants en cours de marché

Dans le cas où la demande d'acceptation est présentée après la conclusion du marché, le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Par ailleurs, afin de justifier des capacités techniques et financières du sous-traitant, cette déclaration spéciale devra être accompagnée des pièces suivantes : les mêmes documents que ceux exigés des candidats dans le règlement de consultation par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12 - Constatations et constat contradictoires

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 13 - Modalités de règlement des comptes**13.1. Décomptes mensuels :**

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

13.2. Acomptes mensuels :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

13.3. Décompte final :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

13.4. Décompte général. - Solde :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

13.5. Règlement en cas d'entrepreneurs groupés ou de sous-traitants payés directement.

- Pour les sous-traitants auxquels le marché assigne un lot, la signature du projet de décompte par le titulaire vaut, pour chacun desdits sous-traitants, acceptation du montant ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du projet de décompte afférente au lot qui lui est assigné. Le titulaire joint en outre au projet de décompte, en double exemplaire, une attestation pour laquelle :
 - Il indique le montant en prix de base de l'acompte ou du solde qui résulte de la prise en considération du projet de décompte ;
 - Il marque son accord pour que le montant de la somme à verser au sous-traitant soit calculé en appliquant à ce montant les stipulations du marché ;
- Pour les sous-traitants auxquels le marché n'assigne pas un lot, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

13.6. Réclamation ou action directe d'un sous-traitant :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 14 - Règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 15 - Augmentation dans la masse des travaux

En application de l'Article 15.4 du CCAG, lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant fixé par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est décidée par le Maître d'Ouvrage, qui la notifie par Ordre de Service par l'intermédiaire du Maître d'Œuvre, à l'Entrepreneur.

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 16 - Diminution dans la masse des travaux

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 17 - Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 18 - Pertes et avaries

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

CHAPITRE III : DELAIS

ARTICLE 19 - Fixation et prolongation des délais**19.1. Délais d'exécution :**

Le délai d'exécution pour la réalisation des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.
La réception des travaux devra intervenir au plus tard fin 2022.

19.2. Prolongation des délais d'exécution :

En vue de l'application éventuelle du 2^{ème} alinéa, paragraphe 2.2. de l'article 19 du C.C.A.G., le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel les intempéries nécessiteront l'arrêt du chantier. Le maître d'œuvre devra être averti immédiatement dès l'arrêt du chantier par courrier ou courriel.

19.3. Prolongation ou report des délais en matière de tranches optionnelles :

Mêmes stipulations.

ARTICLE 20 - Pénalités, primes et retenues

20.1. Pénalités pour retard dans la période de préparation

Aucune pénalité, le délai courant après la période de préparation est considéré comme un délai d'exécution.

20.2. Pénalités pour retard dans l'exécution

Concernant l'opération globale d'aménagement, l'entrepreneur subira, en cas de non-respect du délai d'exécution des travaux fixé à l'Acte d'Engagement une pénalité égale à 1/100 du montant hors taxes de l'ensemble du marché (pourcentage revu à la hausse par rapport au CCAG vu le faible montant des travaux), par jour calendaire de retard constaté. Cette pénalité interviendra de plein droit sur simple constat du retard, sans mise en demeure préalable.

20.3. Pénalités pour retard dans la remise des documents d'exécution

Il n'est prévu aucune remise de document d'exécution vu la nature des travaux.

20.4. Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution

Il n'est prévu aucune remise de document d'exécution.

20.5. Pénalités pour retard dans la remise des attestations d'assurance

En cas de retard dans la remise des attestations d'assurance dans les conditions définies au présent C.C.A.P., une retenue sera effectuée, égale à 100 euros (cent euros) par jour calendaire de retard. Cette pénalité intervient de plein droit sur simple constatation de la date de remise des documents, sans mise en demeure préalable.

20.6. Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, après mise en demeure par ordre de service, sans préjudice d'une pénalité de 150 euros par jour calendaire de retard. Les pénalités prévues à l'article 20 du C.C.A.G. sont applicables.

20.7. Pénalités pour retard dans la levée des réserves

En cas de retard dans les opérations nécessaires à la levée des réserves dans les délais fixés lors des procès-verbaux, une pénalité sera effectuée, égale à 300 euros (trois cents euros par jour calendaire de retard). Cette pénalité intervient de plein droit sur simple constatation de la date de levée des réserves, sans mise en demeure préalable.

20.8. Primes d'avance

Il n'est pas prévu de prime d'avance.

20.9. Pénalités relatives au non-respect des performances garanties

Sans objet

20.10. Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur titulaire du marché ou mandataire du groupement titulaire du marché devra obligatoirement être représenté à toutes les réunions de chantier organisées par le maître d'œuvre (fréquence maximale de 1 réunion/semaine d'intervention). En cas d'absence non justifiée, il sera fait application, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du C.C.A.G. travaux, d'une pénalité de 200 euros par absence constatée. Les cotraitants ou sous-traitants absents seront soumis aux mêmes règles que le titulaire.

CHAPITRE IV : REALISATION DES OUVRAGES

ARTICLE 21 - Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de la construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou qui n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou qui déroge aux dispositions des dites pièces. Hors dispositions contraires du C.C.T.P. les matériaux, produits et composants fournis et mis en œuvre par l'entrepreneur seront conformes aux normes officielles en vigueur en France (normes NF - agrément SP).

Dans le cadre de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Espace économique européen si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité française (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au pouvoir adjudicateur des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits "E.A." ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011. Le titulaire du marché devra alors apporter au pouvoir adjudicateur les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Il n'en demeure pas moins que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris si le pouvoir adjudicateur accepte de faire jouer la clause d'équivalence.

En complément à l'article 23 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

ARTICLE 22 - Lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG. Les lieux d'extraction et d'emprunts sont expliqués au CCTP.

ARTICLE 23 - Qualité des matériaux et produits - Application des normes

23.1. Le C.C.T.P. définit

Les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de constructions à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais, épreuves, tant qualificatives que quantitatives sur le chantier.

23.2. Le C.C.T.P. précise

Quels matériaux, produits et composants de constructions font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, les magasins, et carrières de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs, ainsi que des modalités correspondantes.

ARTICLE 24 - Vérification qualitative des matériaux et produits - Essais et épreuves

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 25 - Vérification quantitative des matériaux et produits

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 26 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage dans le cadre du marché.

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 27 - Plan d'implantation des ouvrages et piquetages

27.1. Plan général d'implantation des ouvrages :

Les plans du dossier remis à l'entrepreneur dès la notification du marché constituent le plan général d'implantation des ouvrages qui définit les tracés, les mètres, les cotes et les gabarits.

Avant tout établissement d'un plan de piquetage définitif, l'entrepreneur procède à la reconnaissance des sols et sous-sols après avoir prévenu les Administrations et les Services Publics pouvant être intéressés par les travaux, de l'exécution de ceux-ci.

C'est en fonction des résultats de cette reconnaissance que sont définitivement arrêtées les positions exactes des ouvrages à poser tant en planimétrie, qu'en altitude.

Dans le cas où, au cours de travaux, il serait rencontré des ouvrages dont l'implantation n'a pas été précisée ou dont la position n'est pas conforme aux indications fournies par les Administrations et Services, l'entrepreneur devrait immédiatement en informer le Maître d'Ouvrage et l'Administration ou le service semblant concerné et arrêter les travaux jusqu'à ce que les mesures conservatoires aient été prises et, éventuellement, que les dégâts qui auront pu résulter de ce manque d'information soient réparés.

L'entrepreneur est seul responsable des accidents, détériorations, dommages et intérêts et des pénalités qui peuvent résulter de l'inobservation de ces prescriptions impératives.

27.2. Piquetage général :

Il sera effectué :

- Une reconnaissance et une définition de l'implantation des ouvrages ;
- L'implantation des ouvrages et piquetage.

Conformément à l'article 27.23 du CCAG Travaux, le piquetage général sera effectué pour la totalité des ouvrages par le titulaire, à ses frais et risques et avec le degré de précision indiqué au Cahier des Clauses Techniques Particulières avant le commencement des travaux.

Les plans d'aménagements fournis par le maître d'œuvre sont en altitude NGF et la précision X, Y et Z est d'ordre centimétrique. Un clou de nivellement sera placé par le maître d'œuvre sur le chantier.

27.3. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés :

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué par l'entrepreneur, à ses frais, contrairement avec le maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG travaux.

27.4 Procès-verbaux de piquetage. Conservation des piquets :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

27.5. Piquetages complémentaires :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 28 - Préparation des travaux

28.1. Période de préparation :

La période est de 30 jours.

28.2. Le Programme d'exécution comprend :

Le titulaire procèdera, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Etablissement de la DICT.
- Etablissement et présentation au visa du Maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de quinze (20) jours ouvrés à compter du début de cette période. Ce programme concerne essentiellement des petits ouvrages de génie civil.
- Etablissement du SOPAQ ou SOPAE.
- Il est accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages ou la stabilité des ouvrages existants.
- Consultation et choix définitif des fournisseurs et sous-traitants,
- Mise en place des installations de chantier,
- Etablissement des raccordements provisoires nécessaires au chantier (eau potable, assainissement, électricité, téléphone, etc.).

Dans les 20 jours suivant l'ordre de service prescrivant de commencer la période de préparation, une réunion sera organisée à la demande du titulaire. Elle aura lieu en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, des bureaux de contrôles, des principaux sous-traitants et du propriétaire des parcelles à aménager.

Au cours de cette réunion de préparation seront notamment abordés les points suivants :

- Définition des points sensibles et validation de leurs traitements
- Confirmation ou adaptation des choix des matériaux, définition des consignes
- Traitement des problèmes liés à la sécurité
- Rédaction par le maître d'œuvre du procès-verbal des décisions prises lors de la préparation de chantier

Le commencement des travaux est subordonné à la délivrance de l'ordre de service de commencement des travaux.

28.3. Plan de sécurité et d'hygiène :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 29 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Le titulaire établit, d'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail.

ARTICLE 30 - Modifications apportées aux dispositions contractuelles

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 31 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

31.1. Installation des chantiers de l'entreprise :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG

31.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG

31.3. Autorisations administratives :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG. Le chantier est autorisé au titre de la police de l'eau par l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2021 annexé au DCE.

31.4. Sécurité et hygiène des chantiers :

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

31.5. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique :

Le chantier sera disposé de manière à occuper une place aussi réduite que le permettra la bonne exécution des travaux.

L'entrepreneur devra se conformer aux dispositions des autorisations de voirie délivrées par les Services et Administrations concernés.

Les tranchées ouvertes sur les voies publiques ne devront jamais, sans autorisation de l'Administration, interdire les circulations dans lesdites voies, ni les accès aux voies transversales.

L'entrepreneur sera tenu de prendre, à ses frais, toutes dispositions nécessaires pour causer au trafic le moins de gêne possible. Il devra à cet effet, dès qu'il en sera requis par le Maître d'Œuvre, établir des ponts pour voitures et des passerelles pour piétons, éventuellement des trottoirs en bois le long des clôtures.

Les accès aux poteaux et bouches d'incendie seront, dans tous les cas, maintenus constamment libres.

Dans la mesure du possible, il en sera de même pour les divers appareils des autres Services Publics.

31.6. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux :

31.6.1. Maintien des accès des immeubles riverains.

L'accès à deux habitations devra être maintenu.

31.6.2. *Maintien de l'écoulement des eaux sur la voie publique et dans les égouts.*

L'entrepreneur pourvoira, à ses frais, aux mesures utiles pour assurer l'écoulement des eaux du ruisseau.

31.7. *Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés :*

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

31.8. *Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité des câbles ou ouvrages souterrains de télécommunications :*

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

31.9. *Démolition de constructions :*

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

31.10. *Emploi des explosifs :*

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 32 - *Engins explosifs de guerre*

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 33 - *Matériaux, objets et vestiges trouvés sur les chantiers*

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 34 - *Dégradations causées aux voies publiques*

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 35 - *Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution*

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 36 - Mesures d'éviction à l'encontre du personnel

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 37 - Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

37.1. Principes généraux :

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

37.2. Contrôle et suivi des déchets de chantier :

Conformément à l'article 36.2 du CCAG Travaux, afin que le maître de l'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier. Pour ce qui est de l'évacuation de remblais, le CCTP précise leur lieu de dépôt.

Ainsi, le titulaire remet au maître de l'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Concernant les sédiments radiologiquement marqués, ils seront valorisés par épandage sur prairie. Si toutefois, ils présentaient une activité supérieure à 3700 Bq/kg de MS (ce qui n'a jamais été constaté sur les analyses réalisées jusqu'à présent), le maître d'ouvrage pourrait déclencher une option du marché consistant à les évacuer vers une décharge spécialisée bien qu'il s'agirait toujours de déchets banals.

Dans ce cas, le titulaire bénéficierait d'une assistance technique du maître d'œuvre et d'un expert spécialisé en la matière.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG Travaux.

ARTICLE 38 - Essais et contrôle des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages, lorsqu'ils sont définis dans le marché, sont à la charge de l'entrepreneur.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau.
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 39 - Vices de construction

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 40 - Documents fournis après exécution

Il n'est prévu aucune fourniture de plans de récolement.

CHAPITRE V : RECEPTION ET GARANTIES

ARTICLE 41 - Réception

Préalablement à l'opération de réception qu'elle soit partielle ou définitive, l'entrepreneur est chargé d'aviser le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le délai minimal est de 15 jours.

Si le maître d'ouvrage décide de prononcer la réception sous réserve de reprises d'imperfection, et qu'il renonce à la réalisation de ces reprises contre réfaction financière, l'entreprise devra informer la personne responsable du marché de sa décision d'acceptation de la réfaction au plus tard 15 jours après réception de la proposition du maître d'ouvrage. Faute de décision transmise en recommandé avec accusé de réception dans ce délai, l'entreprise est réputée avoir acceptée la réfaction proposée. La somme correspondante sera alors déduite des sommes restantes dues à l'entreprise.

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux et celles reprises dans les CCTP sont applicables.

ARTICLE 42 - Réception partielle et définitive

Le marché fera l'objet de réception partielle de chacune des phases du chantier.
La réception définitive sera réalisée lorsque le bassin de décantation sera démantelé.
Le délai de garantie courra à compter de la date d'effet de la réception définitive des travaux.

ARTICLE 43 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 44 - Garanties

44.1. Garanties générales :

Conformément à l'article 44.1 du CCAG, le délai de garantie est de 1 an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

En cas d'anomalie de fonctionnement ou d'usure anormale de matériel constatée durant ce délai, sur simple demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre, il peut être procédé à de nouveaux essais de garantie tels que définis au CCTP.

Ces essais sont effectués par le personnel de l'Entrepreneur avec le personnel de l'exploitant, sous la direction de l'Entrepreneur et à ses frais.

Si les essais s'avèrent satisfaisants, le personnel normal d'exploitation reprend la conduite des installations et l'Entrepreneur peut retirer alors son personnel d'encadrement, mais sous condition, jusqu'à la fin du délai de garantie, de son retour immédiat sur demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre.

En cas contraire, la remise en ordre de l'installation incombe naturellement à l'Entrepreneur et le délai de garantie est prolongé du délai qui s'est écoulé entre la date de réception des travaux et l'achèvement de nouveaux essais de garantie satisfaisants effectués au terme de la remise en ordre.

Dans le cas où des résultats d'essais donnent lieu à contestation, une nouvelle série d'essais est confiée à un organisme officiel accrédité et spécialement désigné à cet effet. Les frais relatifs à ces derniers essais sont à la charge de la partie à laquelle leur résultat donne tort.

L'Entrepreneur peut demander l'annulation d'un essai qui doit alors être recommencé à ses frais. Cette possibilité ne peut lui être accordée qu'une fois, pour l'ensemble des essais prévus.

L'obligation de parfait achèvement due par l'Entrepreneur pendant le délai de garantie s'étend notamment à la couverture des frais consécutifs au déplacement, à l'emballage, au transport de matériels nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations sur place ou que l'Entrepreneur ait obtenu de pouvoir effectuer cette remise en état dans ses établissements.

Les travaux incombant à l'Entrepreneur pendant cette période doivent être exécutés le plus rapidement en respectant les délais arrêtés par le Maître d'Ouvrage et en tenant compte des exigences de l'exploitation, l'Entrepreneur devant d'ailleurs prendre à ses frais toutes mesures telles que réparations provisoires éventuelles nécessaires pour répondre au mieux à ces exigences.

44.2. Garantie particulière

Toutes les garanties particulières ci-après ont, pour point de départ, la date d'effet de la réception des installations.

Les garanties visées ci-après engagent l'Entrepreneur pendant les délais définis ci-dessous à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage ou son représentant, toutes les réparations qui s'avéreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai fixé par le Maître d'Ouvrage ou son représentant à compter du constat de défaut, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, à des conditions d'exécution insuffisantes.

44.2.1. Génie civil

Garantie particulière de bonne tenue des ouvrages 10 ans
Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts suivants :

- Défauts d'étanchéité des ouvrages,
- Défauts d'horizontalité des ouvrages,
- Défauts de résistance des bétons : désagrégation, usure chimique, réduction du recouvrement des ferrailles,

Garantie particulière de bonne tenue des enduits appliqués sur les maçonneries..... 10 ans
Garantie particulière contre les défauts structurels graves 10 ans
Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer tous les travaux nécessaires pour remédier à des défauts mettant en cause la résistance des ouvrages (fissurations importantes) ainsi qu'aux préjudices occasionnés par la rupture d'ouvrage en béton armé.

44.2.2. Voiries

Garantie particulière de bonne tenue des voiries 5 ans

44.2.3. Hydraulique

Garantie particulière d'étanchéité..... 10 ans
Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, les travaux nécessaires pour remédier à tous défauts d'étanchéité sur les réseaux de canalisation, y compris pièces spéciales et équipements de contenance (cuves), que ces défauts proviennent des matériaux ou des conditions d'exécution.

ARTICLE 45 - Responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du code civil

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHE - INTERRUPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 46 - Résiliation du marché

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 47 - Décès, incapacité, redressement judiciaire et liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice (3 mois maximum) ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 48 - Ajournement et interruption des travaux

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

CHAPITRE VII : MESURES COERCITIVES - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

ARTICLE 49 - Mesures coercitives

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 50 - Règlement des différents et des litiges

Pas de prescription particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 51 - Dérogation au CCAG

Articles des documents généraux auxquels il est dérogé	Articles des documents particuliers par lesquels sont introduites ces dérogations
Article 11.5 du CCAG Article 11.6 du CCAG Article 13.5 du CCAG Article 15 du CCAG Article 20 du CCAG Article 28.1 du CCAG Article 40 du CCAG	Article 11.5 du CCAP Article 11.6 du CCAP Article 13.5 du CCAP Article 15 du CCAP Article 20 du CCAP Article 28.1 du CCAP Article 40 du CCAP